CCT - EPE
NON à l'Université Entreprise

Ce mercredi 11 juin, le VP CA « convie » les personnels à ce qu'il ose appeler « une assemblée générale » pour présenter "les grandes orientations stratégiques" de notre Université.

Ce sera pour la présidence l'occasion de faire passer la pilule « des Contrats d'Objectifs, de Moyens et de Performance 2024-2026 » et en particulier la « Convention de Coordination Territoriale » (CCT). Pour rappel, après l'abandon d'un projet d'EPE déjà opaque, la CCT est le moyen pour eux de passer outre et d'appliquer avec zèle le décret catastrophique de modernisation des universités quand « les difficultés locales ne le permettent pas ». Ainsi on modifie la forme mais pas le fond. Ce procédé de contournement n'est pas sans rappeler celui mis en œuvre après le non au Référendum sur la constitution européenne de 2005 : locale ou nationale, une gouvernance reste une gouvernance.

Pour rappel, ce que peut contenir une CCT est détaillé ici :

https://snesup-toulon.fr/elements-legislatifs-sur-les-epe-cct-et-exemples

Par ailleurs, il est également prévu lors de cette « AG » de présenter « les grands chantiers en cours, tels que la Nouvelle Offre de Recherche et les schémas directeurs en cours de développement. » qui poseront « les bases du futur contrat d'établissement, un enjeu majeur dans la mesure où **les universités de la région PACA ont été retenues par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche pour expérimenter les nouveaux Contrats d'Établissement** » dès 2026.

Il nous faut donc rappeler que nous ne sommes ni des lapins, ni des cobayes ! Ces nouveaux contrats COMP dit 100%, ce sont ceux qui permettront une dérégulation totale, une sortie quasi complète du Code de l'Éducation et notamment conditionneront les recettes de l'établissement, **y compris le traitement des fonctionnaires d'états** :

https://blog.educpros.fr/julien-gossa/2025/04/22/comp100-les-universites-libres-dobeir/

Et cette démarche est similaire à la démarche ayant conduit à la privatisation des PTT transformés en entreprises privées (La Poste et France Telecom, devenu, plus tard Orange) avec, à la clé, la perte du statut de fonctionnaires (ou de contractuel-le d'état), imposé aux personnels.

Sous couvert d'AG, le président propose en réalité une réunion de service, sans possibilité de débat ou de prise de position. Même stratégie donc que pour l'EPE : on convie à une AG, on échange avec les quelques personnes présentes, et après on s'enorgueillit en instance d'avoir informé et échangé avec les personnels !

Les seules AG sont celles des personnels, qui y décident de leurs actions par le vote ! Ce sont les AG dans les services, sur le campus, où les personnels s'organisent pour un futur meilleur et contre le rouleau compresseur du ministère et de l'équipe présidentielle.

Faire croire que le COMP 100% nous est imposé, est une imposture ! Rien n'a été fait pour s'y opposer : aucune motion, aucune alerte et donc aucune véritable AG pour saisir, débattre et informer sur les conséquences ! RIEN !

Nous exigeons la publication des textes de cette fameuse convention et l'ouverture des archives des réunions préparatoires. Nous appelons les personnels et les étudiants à s'organiser pour décider eux même de leur avenir et de comment le défendre ! Préparons la grève dès la rentrée universitaire de 2025 !

Préparons la lutte et montrons que Toulon ne se laissera pas cornaquer sans réagir ! Après l'EPE, gagnons un nouveau recul du ministère !

SNESUP FSU SECTION UNIVERSITÉ DE TOULON

éducation Sud VAR

La Garde le 10 juin 2025